

PRÉFET DU GARD

Sous-Préfecture d'ALÈS

Pôle risques et
Développement durable

Arrêté n° 2011-01 du 20 Janvier 2011

**de mise en demeure de la société CEVAL pour l'établissement
qu'elle exploite sur la commune des SALLES-DU-GARDON**

Le Préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'Honneur ;

- VU le code de l'environnement et notamment son article L. 514-1 ;
- VU l'arrêté du 7 janvier 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2170 : "Engrais et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques" et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobie (compostage) des matières organiques ;
- VU le récépissé de déclaration n° 2004-50 du 16 septembre 2004 délivré à l'E.U.R.L. ALES VIDANGES LAURIOL pour l'exploitation d'installations classées sous les numéros 2170-2, 2171, 2260-2 et 1530-2 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2004-49 du 16 septembre 2004 portant dérogation à une prescription de l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002 ;
- VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 21 septembre 2006 au bénéfice de la société CEVAL ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-HB-196 du 4 octobre 2010 donnant délégation de signature à M. Philippe PORTAL, sous-préfet d'Alès ;
- VU les constatations effectuées par l'inspection des installations classées le 13 janvier 2011 ;
- VU le rapport établi par l'inspection des installations classées le 14 janvier 2011 ;

Considérant que la société CEVAL n'a pas respecté l'échéance de mise en service au 15 décembre 2010 des nouvelles installations de traitement des effluents atmosphériques, échéance annoncée lors de la CLIS du 9 novembre 2010 ;

Considérant que des plaintes pour nuisances olfactives ont été reçues en décembre 2010 et début janvier 2011 ;

Considérant que la société CEVAL s'est engagée à mettre en service ses nouvelles installations avant le 31 janvier 2011 ;

Sur proposition du sous-préfet d'Alès ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : MISE EN DEMEURE

La société CEVAL, dont le siège social est situé ZI de l'Habitarelle - 30110 LES-SALLES-DU-GARDON, est mise en demeure de mettre en service avant le 31 janvier 2011 les nouvelles installations de traitement des effluents gazeux de son établissement situé à cette même adresse.

La société CEVAL informera le sous-préfet d'Alès dès que cette mise en service sera effective.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Passé le délai fixé à l'article 1^{er}, les sanctions prévues par les articles L. 514-1 et L. 514-11 du code de l'environnement pourront être appliquées.

ARTICLE 3 : RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction dans les conditions fixées par l'article R. 514-31 du code de l'environnement.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision :
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION

Le présent arrêté est notifié à Monsieur Stéphan NAVARRO, gérant de la société CEVAL.

Il est également adressé aux destinataires suivants :

- le maire des Salles-du-Gardon,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet



Philippe PORTAL